

d'inconstitutionnalité ainsi soulevée et déferée à son appréciation.

Elle dira cependant cette exception irrecevable en ce qu'elle ne postule pas l'inconstitutionnalité d'un acte législatif ou d'un acte réglementaire, mais celle d'une citation directe, acte de procédure judiciaire non visé par les dispositions combinées des articles 162 de la Constitution, 43 et 52 de la Loi organique n° 13/026 du 15 octobre 2013 relative à son organisation et à son fonctionnement.

Elle dira, en outre, n'y avoir pas lieu à paiement des frais d'instance, sur le fondement de l'article 96 alinéa 2 de la Loi organique susmentionnée, la procédure étant gratuite.

C'est pourquoi ;

Vu, telle que révisée et complétée à ce jour, la Constitution du 18 février 2006, spécialement en son article 162 alinéas 1<sup>er</sup> et 3 ;

Vu la loi organique n° 13/026 du 15 octobre 2013 portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle, spécialement son article 52 alinéa 1<sup>er</sup> ;

Vu le Règlement intérieur de la Cour constitutionnelle, spécialement en ses articles 23, 24, 25 et 61 alinéa 3 ;

La Cour constitutionnelle, siégeant en matière de contrôle de constitutionnalité ;

Après avoir entendu le Procureur général en son avis ;

Se déclare compétente ;

- Déclare irrecevable l'exception ;
- Ordonne, par voie de conséquence, la poursuite de l'instance pendante devant le Tribunal de paix de Kinshasa/N'djili sous RP 18.154 ;
- Dit qu'il n'y a pas lieu à paiement des frais d'instance ;
- Dit en outre que le présent arrêt sera signifié aux parties sous RP 18.154, au Président de la République, au président de l'Assemblée nationale, au président du Sénat, au Premier ministre, à la Cour de cassation, qu'il sera publié au Journal officiel de la République Démocratique du Congo et au bulletin des arrêts de la Cour constitutionnelle.

La cour a ainsi délibéré et statué à son audience public de ce 09 juillet 2021, à laquelle ont siégé Madame et Messieurs, Kalubi Dibwa Dieudonné, président, Funga Molima Mwata Évariste-Prince, Wasenga N'songo Corneille, mavungu Mvumbi-di-Ngoma Jean-Pierre, Bokona Wiipa Bondjali François, Mongulu T'apangane Polycarpe, Kalume Asengo Cheusi Alphonsine, Kamuleta Badibanga Dieudonné, Juges, avec le concours du Procureur général représenté par le 1<sup>er</sup> Avocat général Tulibaki Lusolo Michel et l'assistance de Madame Ngala Tshingoma Viviane, Greffière du siège.

Le président,

Kaluba Dibwa Dieudonné ;

Les Juges

- Funga Molima Mwata Evariste-Prince
- Wasenda N'songo Corneille ;
- Mavungu Mvumbi-di-Ngoma Jean-Pierre ;
- Bokona Wiipa Bondjali François ;
- Mongulu T'apangane Polycarpe ;
- Kalume Asengo Cheusi Alphonsine ;
- Kamuleta Badibanga Dieudonné ;

Greffière du siège

- Ngala Tshingoma Viviane

Fait à Kinshasa, le 20 juillet 2021.

François Aundja wa Bosolo

Secrétaire général

#### **Acte de notification d'un arrêt R.const 1585**

L'an deux mille vingt et un, le deuxième jour du mois de juillet ;

A la requête de Monsieur le Greffier en chef de la Cour constitutionnelle ; Je soussigné Nkongolo Ekitoko Belly, Huissier près la Cour constitutionnelle ;

Ai notifié au :

1. Journal officiel de la République Démocratique du Congo, sis avenue Lukusa, à Kinshasa/ Gombe l'arrêt rendu en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021 par la Cour constitutionnelle dans l'affaire sous R.const 1585 ;

Et pour qu'il n'en prétexte l'ignorance, je lui ai :

Et y parlant au siège du Journal officiel à Kinshasa/Gombe ;

Et y parlant à Monsieur Charles Mpia Chargé des courriers ainsi déclaré

Laissé copie de mon présent exploit ainsi que celle de l'arrêt sus vanté.

Dont acte

l'Huissier

#### **Arrêt**

#### **R. const. 1585**

La Cour constitutionnelle, siégeant en matière d'appréciation de la conformité à la Constitution rend l'arrêt suivant :

Audience publique du premier juillet deux mille vingt et un ;

En cause :



Requête du Président de la République en appréciation de la conformité à la Constitution de la Loi organique modifiant et complétant la Loi organique n° 10/013 du 28 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante, telle que modifiée et complétée par la Loi organique n° 13/012 du 19 avril 2013.

#### Demandeur en appréciation de la conformité

Par sa requête du 16 juin 2021, déposée au greffe de la Cour constitutionnelle le 21 juin 2021 contre récépissé de la même date et enrôlée sous R.const 1585, le Président de la République Démocratique du Congo, Monsieur Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a saisi la Cour de céans en appréciation de la conformité à la Constitution de la Loi organique modifiant et complétant la Loi organique n° 10/013 du 28 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante, telle que modifiée et complétée par la Loi organique n° 13/012 du 19 avril 2013, en ces termes :

Requête en appréciation de la constitutionnalité de la Loi organique modifiant et complétant la Loi organique n° 10/013 du 28 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante telle que modifiée et complétée par la Loi organique n° 13/012 du 19 avril 2013 ;

A Monsieur le président de la Cour constitutionnelle ;

A Madame et Messieurs les Juges à la Cour constitutionnelle (Tous) à Kinshasa/Gombe,

Madame et Messieurs de la cour,

Agissant sur pied des dispositions pertinentes des articles 139, 160 et 211 de la Constitution du 18 février 2006 telle que modifiée à ce jour ainsi que 44, 47 et 88 de la Loi organique n° 13/026 du 15 octobre 2013 portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle Monsieur Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République Démocratique du Congo dont les bureaux sont situés au Palais de la nation à Kinshasa/Gombe ;

Ai l'honneur de saisir l'auguste cour aux fins d'appréciation de la conformité à la constitution de la loi organique modifiant et complétant la Loi organique n°10/013 du 28 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante, adoptée par l'Assemblée nationale et le Sénat, suivant les motivations ci-après :

En date du 12 juin 2021, suivant leur lettre conjointe n° 190/CAB/PDT/ SENAT/MBL/HFM/ebd/ 2021 et 692/RDC/AN/CP/D/NBB/ 06/ 2021 de la même date, les Présidents de l'Assemblée Nationale et du Sénat m'ont transmis pour promulgation, la Loi organique modifiant et complétant la Loi organique n° 10/013 du 28 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante, «

CENI » en sigle, telle que modifiée et complétée par la Loi organique n° 13/012 du 19 avril 2013 ;

Cette loi organique qui, en plus de l'exposé des motifs, comporte trois articles dont le premier fixe la portée des dispositions visées par la modification, le deuxième et le troisième portent respectivement sur l'abrogatoire et le fixant vigueur, a été adoptée en des termes identiques par l'Assemblée nationale et le Sénat au cours de leurs séances plénières respectives du 04 juin et du 11 juin, suivant le quorum ci-après, tel que cela découle de la lettre précitée : A l'Assemblée nationale, sur les 500 Députés nationaux qui la composent, 337 ont pris part au vote, 336 ont voté pour la Loi, 01a voté contre et 01 s'est abstenu ; Au Sénat, sur les 109 Sénateurs qui le composent, 95 ont pris part au vote, 95 ont voté pour la Loi, sans vote contre ni abstention ; Ainsi, préalablement à sa promulgation et, conformément à l'article 160 de la Constitution, la Loi organique précitée est soumise au contrôle de l'auguste Cour afin d'apprécier sa constitutionnalité ;

A cet effet, je joins, à toutes fins utiles, une copie de la Loi organique susvisée soumise à l'appréciation de l'auguste cour ainsi que tous autres éléments nécessaires mis à ma disposition par le Parlement, sans préjudice pour la Cour de requérir toute autre information ou élément complémentaire pertinent afin d'éclairer sa conviction ;

A ces causes sous toutes réserves que de droit

Plaise à la cour

- Dire qu'elle est compétente et régulièrement saisie ;
- Dire recevable la présente requête;

Et y faisant droit

Apprécier la conformité à la Constitution de la Loi organique modifiant et complétant la Loi organique n°10/013 du 28 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante, « CENI», telle que modifiée et complétée par la Loi organique n°13/012 du 19 avril 2013 ;

Dire qu'il n'y a pas lieu à paiement des fais et ce, conformément à l'article 96 alinéa 2 de la Loi organique susvisée de l'auguste cour ;

Et force restera à la loi

Dans cet espoir, je vous assure, Madame et Messieurs de la cour, de ma considération distinguée.

Fait à Béni, le 16 juin 2021

Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo

Par ordonnance du 21 juin 2021, Monsieur le président de cette cour désigna le Juge Mavungu Nvumbi-di-Ngoma Jean-Pierre en qualité de juge rapporteur et par celle du 1er juillet 2021, il fixa la cause à l'audience publique de la même date ;

A l'appel de la cause à cette audience publique, le requérant ne comparut ni personne pour lui ;



La cour vérifia la procédure et déclara la cause en état d'être examinée ;

Elle accorda la parole :

- D'abord au Juge Mavungu-di-Ngoma Jean-Pierre qui donna lecture de son rapport sur les faits de la cause, la procédure suivie et l'objet de la requête ;
- Ensuite à l'Officier du Ministère public qui, représenté par Madame Mobebe Bomana Jeanne, Avocat général, donna lecture de l'avis écrit de son collègue Tulibaki Lusolo Michel, dont ci-dessous le dispositif :

Par ces motifs ;

Plaise à la Cour constitutionnelle de :

- Se déclarer compétente de connaître la présente requête ;
- De la déclarer conforme à la Constitution ;
- De dire qu'il n'y a pas lieu à paiement des frais d'instance. Sur ce, la cour clos les débats, prit la cause en séance tenante, prononça l'arrêt suivant :

Arrêt

Par sa requête du 16 juin 2021, déposée au greffe de la Cour constitutionnelle le 21 juin 2021 contre récépissé de la même date et enrôlée sous R.Const 1585, le Président de la République Démocratique du Congo, Monsieur Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a saisi la Cour constitutionnelle en appréciation de la conformité à la Constitution de la Loi organique modifiant et complétant la Loi organique n° 10/013 du 28 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante, telle que modifiée et complétée par la Loi organique n° 13/012 du 19 avril 2013.

Le requérant soutient que le 12 juin 2021, suivant leur lettre conjointe n° 190/CAB/ PDT/SENAT/MBL /HFM/ebd /2021 et 692/ RDC/AN/CP/D/ NBB/06/2021 de la même date, les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat lui ont transmis, pour promulgation, la Loi organique modifiant et complétant la Loi organique n° 10/013 du 28 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante, « CENI » en sigle, telle que modifiée et complétée par la Loi organique n° 13/012 du 19 avril 2013.

Il renchérit qu'en plus de l'exposé des motifs, la loi susvisée contient trois articles, dont le premier fixe la portée des dispositions visées par la modification, le deuxième et troisième portent respectivement sur la disposition abrogatoire et le fixant vigueur.

Il poursuit que ladite Loi organique a été adoptée en des termes identiques par l'Assemblée nationale et le Sénat, au cours de leurs séances plénières respectives

des vendredi 04 juin et 11 juin 2021 avec les résultats ci-après :

- A l'Assemblée nationale, sur 337 députés qui ont pris part au vote, 336 ont voté oui, 01a voté non et aucun n'a voté abstention ;
- Au Sénat, sur 109 sénateurs qui le composent, 95 sénateurs ont pris part au vote, 95 ont voté oui et aucun n'a voté non et aucun n'a voté abstention.

Ainsi, agissant sur pied des dispositions pertinentes des articles 139, 160 et 211 de la Constitution du 18 février 2006 telle que modifiée à ce jour ainsi que 44, 47 et 88 de la Loi organique n° 13/026 du 15 octobre 2013 portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle, le requérant soumet ladite Loi organique à la Cour constitutionnelle, en vue d'examiner la conformité à la Constitution.

En appui de sa requête, il a joint neuf exemplaires de la photocopie de la lettre conjointe susvisée des présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat et neuf exemplaires du texte déféré.

Examinant sa compétence, la cour relève que pris correctement en application des articles 124, alinéa 1er, point 3, 160 et 211, la compétence de la cour est entièrement justifiée car, les lois organiques ne peuvent être promulguées qu'après déclaration par la Cour constitutionnelle obligatoirement saisie par le Président de la République, de leur conformité à la Constitution dans un délai de quinze jours.

En outre, conformément à l'article 43 de la Loi organique susvisée relative à l'organisation et au fonctionnement de la Cour constitutionnelle, celle-ci est chargée du contrôle de la constitutionnalité des traités et accords internationaux, des Lois, des actes ayant force de Loi, des édits, des Règlements intérieurs des chambres parlementaires, du Congrès et des Institutions d'appui à la démocratie ainsi que des actes réglementaires des autorités administratives.

Enfin, il se dégage du dernier alinéa de l'article 211 de la Constitution, qu'une Loi organique fixe l'organisation et le fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante.

En l'espèce, la cour est effectivement saisie par le Président de la République, en vue d'apprécier la conformité à la Constitution de la Loi organique modifiant et complétant la Loi organique n° 10/013 du 28 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante telle que modifiée et complétée par la Loi organique n° 13/012 du 19 avril 2013.

Il suit de ce qui précède que la Cour dira qu'elle est compétente pour examiner cette requête.

Statuant sur la recevabilité de la présente requête, la cour relève d'abord qu'elle a été signée par le Président de la République, Monsieur Félix-Antoine Tshisekedi



Tshilombo lui-même, et déposée au greffe le 21 juin 2021 avec, annexe, la copie de la Loi organique lui transmise le 12 juin 2021 de sorte qu'il a procédé dans les formes et délai requis, soit dans les 15 jours de la transmission, en observant les dispositions combinées des articles 124, alinéa 1er, point 3 de la Constitution.

La Cour note, en outre, que la Loi organique soumise à son examen, a été adoptée en des termes identiques par l'Assemblée nationale et le Sénat, au cours de leurs séances plénières respectives des vendredis 4 juin et 11 juin 2021, avec les résultats ci-après :

A l'Assemblée nationale, 377 députés ont pris part au vote, 336 ont voté oui, 01 a voté non et aucun n'a voté abstention ;

Au Sénat, sur les 109 sénateurs qui le composent, 95 ont pris part au vote, à l'unanimité, les 95 sénateurs présents ont voté oui, aucun n'a voté non et aucun n'a voté abstention.

Elle en infère que le vote de ladite Loi organique s'est effectué à la majorité absolue des membres composant chacune des deux chambres dans l'observance des articles 124 et 132 de la Constitution.

Il suit de ce qui précède, que la cour dira la requête recevable en la forme.

Examinant le texte de la Loi organique soumis à la censure de la Cour, celle-ci note qu'en plus de l'exposé des motifs, la loi susvisée contient trois articles, dont le premier fixe la portée des dispositions visées par la modification, le deuxième et le troisième portent respectivement sur l'abrogatoire et le fixant vigueur.

S'agissant de l'exposé des motifs, après examen, l'ensemble du texte est conforme à la Constitution.

Quant à l'article premier, il fixe la portée des dispositions des articles 10, 12, 14, 17, 21, 22, 24 bis, 25, 25 bis, 28, 42 et 52 qui ont été modifiés et complétés.

Examinant chacune des dispositions ci-dessus, la Cour constitutionnelle observe que l'article 10 porte sur la composition de la CENI qui doit tenir compte de la représentation équitable des femmes et des jeunes. Cette disposition est conforme à la Constitution.

Quant à l'article 12, il porte sur les critères et la procédure de choix des membres de la CENI.

A ce sujet, la cour note que la disposition est également conforme à la Constitution.

S'agissant de l'article 14, cette disposition a trait à la fin du mandat de membre de la CENI. Elle fixe clairement la procédure de constat de l'empêchement définitif visé à l'alinéa premier de la même disposition.

Elle organise ensuite la déchéance pour parjure, faute grave dans l'exercice de la fonction de membre de la CENI et réaffirme l'indépendance des membres de la

CENI à l'égard des composantes les ayant désignés, de même qu'à l'égard des autorités publiques.

La cour conclut que cette disposition est conforme à la Constitution ;

Quant à l'article 17, il est consacré au régime des incompatibilités avec l'exercice des fonctions de membre de la CENI

Cette disposition est conforme à la Constitution.

S'agissant de l'article 21 bis, il est consacré à quelques prohibitions auxquelles sont astreints les membres de la CENI par rapport au patrimoine de cette dernière, lesquelles prohibitions sont assorties de sanction en cas de violation.

La cour en infère que cet article est également conforme à la Constitution.

Pour sa part, l'article 22 porte sur des garanties d'indépendance reconnues aux membres de la CENI dans l'accomplissement de leur mission, vis-à-vis des structures qui les ont désignés, des interdits que ces membres doivent observer pour consolider cette indépendance ainsi que la sanction qui en découle en cas de violation. Cette disposition n'est pas contraire à la Constitution.

L'article 24 est consacré aux attributions du bureau de la CENI en tant qu'organe de gestion et de coordination de cette dernière ; cette disposition est conforme à la Constitution.

L'article 24 bis quant à lui porte sur la composition du bureau de la CENI ; cette disposition est également conforme à la Constitution.

S'agissant de l'article 25, il porte sur les attributions ou la mission du président de la CENI, il est conforme à la Constitution.

L'article 25 bis a quant à lui, est consacré aux attributions du premier Vice-président de la CENI, alors que l'article 25 bis b planche sur les attributions du deuxième vice-président de cette institution ; ces deux dispositions sont conformes à la Constitution.

Quant à l'article 28, il est consacré au rapport annuel que la CENI doit présenter à l'Assemblée nationale à la session ordinaire de mars et à la fin de chaque processus électoral ou référendaire, ainsi que la sanction découlant de la violation de la présente disposition.

Cet article est également conforme à la Constitution.

Enfin, l'article 52 est consacré à la gestion des finances et du patrimoine de la CENI qui sont soumis aux règles de contrôle régissant les finances publiques et les biens de l'Etat. Il fait référence aux rapports que cette institution adresse à l'Assemblée nationale et à la Cour des comptes sur ces gestions à la fin de tout L'article 42 est relatif à la gestion du budget et des ressources de la CENI, ainsi que le contrôle exercé par le Parlement quant disposition est de même conforme à la



Constitution processus électoral et référendaire. Cet article est également conforme à la Constitution.

L'article 2 abroge toutes les dispositions antérieures contraires à la loi organique sous examen. Il est conforme à la Constitution.

Quant à l'article 3, il est consacré à l'entrée en vigueur de la loi organique sous examen. Il est également conforme à la Constitution.

De tout ce qui précède, la Cour dira que la Loi organique modifiant et complétant la Loi organique n° 10/013 du 28 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante, telle que modifiée et complétée par la Loi organique n° 13/012 du 19 avril 2013, est conforme à la Constitution.

La procédure étant gratuite et ce, sur pied de l'article 96 alinéa 2 de la Loi organique n° 13/026 du 15 octobre 2013 portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle, il n'y aura pas lieu à paiement de frais d'instance.

C'est pourquoi ;

Vu la Constitution de la République Démocratique du Congo telle que révisée en ce jour, spécialement en ses articles 124, alinéas 1er et 3, 160 alinéa 1er, 162 alinéa 2 et 211, alinéa 4 ;

Vu la Loi organique n° 13/026 du 15 octobre 2013 portant organisation et fonctionnement de la Cour constitutionnelle, spécialement en ses articles 43, 44, 48 et 50 alinéa 1er, 88 et 96, alinéa 2 ;

Vu le Règlement intérieur de la Cour constitutionnelle du 10 août 2018, spécialement en son article 56 ;

La Cour constitutionnelle, siégeant en matière d'appréciation de la conformité à la Constitution ;

Après avis du Procureur général ;

Dit qu'elle est compétente pour connaître de cette requête ;

La reçoit en la forme ;

Dit que la Loi organique modifiant et complétant la Loi organique n° 10/013 du 28 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante, telle que modifiée et complétée par la Loi organique n° 13/012 du 19 avril 2013, est conforme à la Constitution.

Dit que le présent arrêt sera signifié au Président de la République, au Président de l'Assemblée nationale, au président du Sénat et au Premier ministre ;

Dit en outre qu'il sera publié au Journal officiel de la République Démocratique du Congo ainsi qu'au bulletin des arrêts de la Cour constitutionnelle ;

Dit qu'il n'y a pas lieu à paiement des frais d'instance ;

La Cour a ainsi délibéré et statué à l'audience publique de ce 1<sup>er</sup> juillet 2021 à laquelle ont siégé Madame et Messieurs Dieudonné Kaluba Dibwa, Président, Funga Molima Mwata Evariste-Prince, Wasenda N'songo Corneille, Mavungu Mvumbi-di-Ngoma Jean-Pierre, Bokona Wiipa Bondjali François, Mongulu T'apangane Polycarpe, Kalume Asengo Cheusi Alphonsine et Kamuleta Badibanga, Juges, en présence du Procureur général représenté par l'Avocat Général Mobebe Mobana Jeanne, et l'assistance de Mamie Mujinga Muabila, greffier du siège.

Le président,

- Dieudonné Kaluba Dibwa

Les Juges,

- Funga Molima Mwata Evariste-Prince

- Wasenda N'songo Corneille

- Mavungu Mvumbi-di-Ngoma Jean-Pierre

- Bokona Wiipa Bondjali François

- Mongulu T'apangane Polycarpe

- Kalume Asengo Cheusi Alphonsine

- Kamuleta Badibanga Dieudonné

Le Greffier,

- Mamie Mujinga Muabila

#### **Publication de l'extrait d'une requête en intervention volontaire sous le**

**RA 304**

**RA 318**

L'an deux mille vingt le vingt neuvième jour du mois de juillet ;

Je soussigné, Honoré Yombo Ntande, Greffier principal, agissant conformément au prescrit de l'article 149 de la Loi organique n° 16/027 du 15 octobre 2016 relative à la procédure devant le Conseil d'Etat ;

Ai envoyé pour publication au Journal officiel de la République Démocratique du Congo une copie de l'extrait de la requête en annulation introduite devant la section du contentieux du Conseil d'Etat le 14 juillet 2020 par Maître Thierry André Kabasele Mbuyi, Avocat près la Cour d'appel de Kinshasa/Gombe, agissant au nom et pour le compte de la société Tramaco Dany Sable Sarlu, en vue d'intervenir volontairement dans la cause sous RA 304, opposant la Régie de Distribution d'Eau de la République Démocratique du Congo « REGIDESO SA » à la République Démocratique du Congo et consort, dont sous dessous le dispositif :

A ces causes,

Sous toutes réserves généralement quelconques ;

Sans reconnaissance préjudiciable ;